

Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain): Madame la Présidente, j'ai aujourd'hui le privilège et le devoir de présenter des pétitions signées par quelques centaines d'habitants de plus d'Hamilton Mountain qui s'opposent au projet de taxe de 9 p. 100 sur les produits et services. Les pétitionnaires croient que cette taxe alourdira inutilement le fardeau fiscal des Canadiens à revenus faibles et moyens.

Ils prient humblement la Chambre de la rejeter.

• (1130)

LA LOI 178

M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings): Madame la Présidente, je veux présenter, ce matin, des pétitions sur trois sujets différents. La première est signée par quelque 35 habitants de la circonscription de Prince Edward—Hastings, que je représente. Ces gens prient instamment le gouvernement de faire adopter à la Chambre des communes une résolution exhortant le gouverneur général en conseil à appliquer rigoureusement la Charte des droits et libertés en exerçant son pouvoir constitutionnel de désaveu contre la Loi 178 du Québec.

VIA RAIL

M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings): Madame la Présidente, je veux présenter aussi une série de pétitions dont les signataires demandent au gouvernement de reconsidérer sa décision ridicule de réduire et de modifier les services de transport ferroviaire de voyageurs au Canada.

LE PROJET DE TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings): Je voudrais aussi vous présenter environ 35 pétitions portant les signatures de 2 000 personnes. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de reconsidérer sa décision et de réexaminer toute la question de la taxe sur les produits et services.

Mme Marlene Catterall (Ottawa—Ouest): Madame la Présidente, je voudrais vous présenter une pétition signée par quelques centaines de Canadiens qui demandent encore une fois au gouvernement de rejeter le projet de taxe sur les produits et services. Ils font valoir dans leur pétition que la taxe sur les ventes des fabricants, que la TPS est censée remplacer, a augmenté de plus de 50 p. 100 depuis son entrée en vigueur, et s'interrogent aussi au sujet de cette hausse de taxe et des autres augmentations de taxes et d'impôts que les Canadiens ont subies au cours des dernières années. Ils se disent inquiets de la taxe sur les produits et services et du

Initiatives ministérielles

fardeau excessif que cette taxe imposera aux familles à revenus faibles et moyens.

VIA RAIL

M. Ron Fisher (Saskatoon—Dundurn): Madame la Présidente, j'ai le privilège de me lever pour présenter une pétition, conforme à l'article 36 du Règlement, au nom de 36 Canadiens de Toronto, Etobicoke et Waterloo, qui blâment le gouvernement d'avoir supprimé 400 millions du budget de VIA Rail. Ils font remarquer que cela va entraîner une grave diminution du service voyageurs au Canada ainsi que des mises à pied dans le secteur des chemins de fer. Ils demandent au gouvernement d'améliorer VIA Rail, pour l'amener au niveau que requiert l'exécution de son mandat, au lieu de prendre ces mesures draconiennes et de réduire le service aux gens qui en ont désespérément besoin.

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

M. Albert Cooper (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes): Madame la Présidente, je demande que toutes les questions restent au *Feuilleton*.

La présidente suppléante (Mme Champagne): Les questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Français]

LOI PRÉVOYANT LA REPRISE DE CERTAINS SERVICES GOUVERNEMENTAUX

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

L'hon. Robert de Cotret (président du Conseil du Trésor) propose: Que le projet de loi C-49, Loi prévoyant la reprise de certains services gouvernementaux, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité législatif.

—Madame la Présidente, je prends aujourd'hui la parole à l'occasion de la deuxième lecture du projet de loi C-49, Loi prévoyant la reprise de certains services gouvernementaux.

Madame la Présidente, mes collègues savent que les équipages de navires sont maintenant en grève depuis trois semaines et que les employés des services hospitaliers ont débrayé la semaine dernière.